

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2016-88**

**PORTANT OUVERTURE D'UN DEBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE DE 2ème CATÉGORIE**

**Le Maire de la Ville de Juvignac,**

**Vu** le Code des Collectivités Territoriales, articles L.2212-1 et L. 2212-2,

**Vu** le Code de Sécurité intérieure et notamment les articles L.511-1;

**Vu** le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L 3334-2, L 3335-1 et L 3352-5,

**Vu** les articles L.1, L.48 et L.49 du Code des débits de boissons et les mesures contre l'alcoolisme,

**Vu** les arrêtés préfectoraux n°91-1-2257 du 2 juillet 1991 relatif aux zones protégées, n°90-1-0957 du 28 mars 1990 et n°93-1-1685 du 22 juin 1993 relatif aux horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons et des restaurants,

**Vu** la demande, en date du 09 mars 2016, de Monsieur Alain SCHMITT, représentant l'association « Les Amis de l'Empire » sise 11 avenue des Hauts de Fontcaude - 34990 Juvignac, sollicitant l'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion de la Bourse aux Armes et Militaria, le dimanche 20 mars 2016.

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles, jeux et autres lieux publics,

**Considérant** l'engagement de Monsieur Alain SCHMITT, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

**Considérant** que la demande constitue la première autorisation de l'année en cours,

**ARRÊTÉ**

**Article 1 :** Monsieur Alain SCHMITT est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion de la manifestation précitée, le dimanche 20 mars 2016 de 09h00 à 19h00, à la salle Lionel de Brunelis.

**Article 2 :** Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les deux premiers groupes tel que le définit l'article L.1 du Code des débits de boissons, c'est-à-dire les boissons non alcoolisées et les boissons alcoolisées fermentées non distillées, à savoir : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, vins doux naturels, crèmes de cassis, jus de fruit ou de légumes fermentés comportant de 1 à 3 degrés d'alcool.

**Article 3 :** Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques ;
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs ;
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme ;
- Rappeler aux participants, ainsi qu'aux consommateurs, que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui ;
- Ne pas servir à une personne manifestement ivre ;
- Respecter la tranquillité du voisinage ;
- Respecter l'heure prescrite par le règlement interne de la manifestation.

**Article 4 :** Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit de boissons temporaire.

**Article 6 :** Le bénéficiaire est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté interministériel du 9 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis directement au consommateur, et notamment l'article 23 relatif aux activités de distribution ou de restauration, non sédentaire ou occasionnelles. Il doit être assuré de manière à couvrir la responsabilité qu'il peut encourir notamment en cas d'intoxication alimentaire ou empoisonnement pouvant survenir du fait de son exploitation.

**Article 8 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express. Elle est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 9 :** Toutes infractions au dispositif du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions de l'article R.610-5 du nouveau Code Pénal, sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités plus graves prévues par les lois et les règlements en vigueur et notamment aux dispositions relatives à la répression de l'ivresse publique et à la protection des mineurs contre l'alcoolisme.

**Article 10 :** Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois en vigueur.

**Article 11 :**

- Madame le Directeur Général des Services de la Ville de Juvignac;
- Le Directeur de la Qualité et du Développement de la Ville ;
- Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de St Georges d'Orques ;
- Le Directeur du service Sécurité et Tranquillité Publique de la Ville ;
- Monsieur Alain SCHMITT;

sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée aux personnes susvisées.

Fait à Juvignac, le 16 mars 2016

Le Maire,

Pour le Maire et par délégation,

Le premier adjoint délégué au Personnel, à la Sécurité et aux Affaires générales

**Jacques BOUSQUEL**



Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture

le .....

et publication

le.....